Bernadette Ségol, General Secretary

Boulevard du Roi Albert II, 5 • B – 1210 Bruxelles • Tel: +32 2 224 04 11

Fax: +32 2 224 04 54 / 55 • e-mail: etuc@etuc.org • www.etuc.org

Intervention de Bernadette Ségol

Bernadette Ségol, General Secretary

Boulevard du Roi Albert II, 5 • B – 1210 Bruxelles • Tel: +32 2 224 04 11

Fax: +32 2 224 04 54 / 55 • e-mail: etuc@etuc.org • www.etuc.org

Secrétaire générale de la Confédération européenne des syndicats

# Conférence régionale 2012 du CSEE

Le 26 novembre 2012, Budapest



*[Seul le texte prononcé fait foi]*

Président, cher Martin, cher Fred, chers amis,

Je me réjouis d'être parmi vous aujourd'hui. Je vous remercie de m'avoir invitée à vous adresser la parole au début de vos travaux.

L'Europe traverse une période très critique et nul, à l'heure actuelle, ne sait vraiment de quoi demain sera fait.

Encore une fois le week-end dernier, lors des négociations sur le cadre financier multiannuel, nous avons constaté avec embarrassement la cacophonie européenne. A cette cacophonie, la CES oppose la clarté et l'unité du message syndical.

Nous avons, depuis longtemps, analysé l'origine de la crise que nous traversons et subissons. Cette crise est née d'un capitalisme financier débridé, de la dérégulation financière conduite rapidement et aveuglément dans les années 80.

Ce capitalisme casino fait de l'argent sur de l'argent, sans lien avec l'économie réelle. Certains pays avaient fait leur richesse essentielle de cette orientation économique, comme le Royaume Uni, et aujourd'hui ils paient le prix fort.

Parallèlement au développement de ce capitalisme financier, les inégalités sociales augmentaient et en même temps progressaient l'endettement privé et les bulles immobilières.

Et aujourd'hui nos sociétés paient un prix très lourd et les dégâts sont immenses. Et d'abord les dégâts pour les hommes et les femmes que nous représentons, travailleurs ou chômeurs, actifs ou retraités.

Ce qui est mis en œuvre aujourd’hui, ce sont des politiques d'austérité qui sont injustes, dangereuses et vouées à l'échec.

Injustes parce qu'elles attaquent les salaires, la protection sociale et les conventions collectives, au lieu d'attaquer, sérieusement, les questions de justice fiscale, de redistribution et de lutter contre l'évasion et la fraude fiscales.

Ces politiques sont dangereuses pour tous les travailleurs.

En effet, dans les pays du sud de l'Europe, on est en train de créer des zones franches de droits sociaux, des zones de bas salaires et de syndicats faibles.

Notre analyse est que sous prétexte d'augmenter la compétitivité des pays du sud on met en place des politiques qui font jouer les règles du marché sans garde fous sociaux.

Ces politiques détruisent pan après pan notre modèle social européen, fait de services publics de protection sociale et de négociations collectives.

On est en train de créer une concurrence vers le bas qui petit à petit viendra faire pression sur les pays mieux lotis, généralement les pays du nord de l'Europe, qui ne ressentent pas les effets de la crise de façon aigüe mais sont tout de même concernés.

Mes amis nous sommes tous dans le même bateau.

Ces politiques sont vouées à l'échec parce qu'elles empêchent l'économie de redémarrer. Elles bloquent la croissance et aggravent le chômage. Les prévisions de la DG ECFIN sur la sortie de crise de la Grèce se sont avérées totalement fausses. Elles prédisaient un retour de la croissance en Grèce dès 2012 (+1.1% du PIB). Or nous sommes à – 6% !

Si on avait traité à ses débuts et à sa racine le problème de la Grèce, ce pays ne serait pas, comme il l'est aujourd'hui, prisonnier de la Troïka et au bord du chaos social.

Depuis le début, la Confédération européenne des syndicats a réagi fermement, unitairement et avec un message constant.

Pour sortir de l'impasse, il faut des investissements pour une croissance soutenable et pour l'emploi, il faut du dialogue et des négociations, et il faut maîtriser le capitalisme casino.

Pour la CES, comme pour votre organisation, investir ce n'est pas seulement investir dans des infrastructures, c'est investir dans l'éducation et la formation, investir dans les hommes et les femmes qui sont le moteur de nos sociétés.

C'est investir dans un service public, égalitaire et de qualité qui assure la formation de base et la formation continue, c'est investir dans des enseignants, c'est les soutenir et valoriser leur travail.

Face aux attaques, voire au démantèlement de notre patrimoine social commun, la CES a mis sur la table une proposition de contrat social pour l'Europe.

Nous sommes en effet convaincus qu'il faut remettre la question sociale au cœur du projet européen si on veut sortir de cette crise.

Il ne peut pas y avoir d'Europe unie et solidaire, c’est à dire d'Union européenne, si le seul objectif des membres de cette union est de se faire concurrence vers le bas.

Cela ne serait pas une union, ce ne serait qu'une zone de concurrence économique qui au lieu d'unir, séparerait.

Sans ce contrat social l’UE perd de son âme et surtout de son soutien.

Le new deal que nous proposons repose sur trois piliers. Dans le premier pilier – la démocratie sociale – nous incluons en particulier le respect des négociations collectives et des droits au travail.

Ils sont au cœur du contrat social, et sa condition sine qua non. Il est tout à fait inacceptable que la Troïka puisse contraindre des pays soumis à ses programmes de dénoncer les conventions collectives, violant ainsi la Charte des droits fondamentaux de l’Union européenne et les conventions de l’OIT.

En Europe, nous avons posé les bases des droits au travail au travers du dialogue et de la législation qu’il nous faut résolument défendre et améliorer davantage.

Leur perte n’affecterait pas seulement les travailleurs d'un pays particulier car les gouvernements de droite et les employeurs partout en Europe chercheraient à suivre l’exemple.

Nous avons connu des revers. Les décisions de la Cour de justice européenne dans les affaires Viking, Laval et autres ont été un sérieux choc.

La proposition Monti II aurait encore aggravé ces décisions. Grâce à notre action, un carton rouge lui a été attribué et elle est retirée.

La CES continuera en même temps à insister pour un Protocole de progrès social afin d’assurer que nos droits collectifs ne soient pas surpassés par les libertés du marché.

Le deuxième pilier de notre contrat fait appel à une gouvernance économique qui favorise une croissance durable et des emplois de qualité.

Nous sommes pris au piège de l’austérité. Les coupes budgétaires aggravent la récession, la récession creuse les déficits, ce qui incite les gouvernements à intensifier les mesures d’austérité en attaquant les systèmes de protection sociale, les salaires, le droit du travail et les droits fondamentaux.

Il faut rompre ce cercle vicieux.

Bien sûr, nous sommes heureux de constater que la croissance est à nouveau à l’ordre du jour. Le pacte pour la croissance adopté en juin dernier est un pas dans la bonne direction en ce qu'il permet de remettre la croissance au cœur des débats.

Mais où en est-on des investissements annoncés? Les milliards d'Euros promis ont-ils été mobilisés? Pour qui? Comment? Nous n'avons malheureusement aucune réponse à ces questions. Et nous ne cesserons pas de les poser.

Ce qui m’amène au troisième pilier de notre contrat : une justice économique et sociale au travers de politiques fiscales redistributives et de la protection sociale.

Ronald Reagan et Margaret Thatcher ont vraiment abandonné tout contrôle de la finance mondiale. Depuis lors, la part des revenus du travail dans la richesse globale a inexorablement diminué en faveur de celle du capital. La population active confrontée à une extrême pauvreté atteint aujourd’hui les 8% en Europe. C’est une véritable honte.

L’élite mondiale la plus fortunée a profité des failles dans les règles fiscales transfrontalières pour « mettre à l’abri » l’équivalent des PIB américain et japonais réunis.

Depuis la crise financière de 2008, la dépravation du capitalisme casino et la corruption qui sont au cœur de conglomérats financiers ont été peu à peu mises à jour.

Nous demandons qu’une lutte nettement plus déterminée soit menée contre les paradis fiscaux.

La taxe sur les transactions financières doit être rapidement mise en œuvre. Il n’y a pas de solutions nationales à ce sujet. Des propositions sont sur la table avec pour objectif d’introduire une TTF avant la fin de l’année. Malheureusement, certains gouvernements refusent de s’engager dans cette voie. Mais la procédure de coopération renforcée a été lancée. Ce n'est pas le moment d'abandonner.

Notre contrat social est sensible aux attentes des gens qui veulent une prospérité durable avec des emplois décents et correctement payés.

Nous voulons que ce contrat soit une pièce maîtresse d'un nouveau cadre politique et institutionnel européen.

Pour faire entendre notre voix nous avons besoin de force et d'unité.

Le 14 novembre dernier notre journée d'action européenne a eu un impact considérable. Elle fera certainement date dans l'histoire de notre mouvement car nous avons pu montrer la force du syndicalisme européen et l'unicité de notre message. Nous espérons qu'elle fera également date dans l'esprit des dirigeants européens.

Je vous remercie d'avoir pris part à cette journée d'action, d'avoir activement soutenu notre message commun.

Cependant ce n'est qu'un pas. Nous poursuivons notre campagne avec tous le même message, pour l'emploi, contre l'austérité, pour une Europe sociale et solidaire.

La conférence du Comité syndical européen de l'éducation doit déterminer des lignes politiques pour les années à venir. Je suis convaincue qu'elles rejoignent et renforcent les lignes de la Confédération européenne des syndicats.

Je vous remercie de votre appui et vous souhaite un bon travail, aujourd'hui et dans les années à venir.